



Bourse Uemoa

Capitalisation boursière

• (Pages 03)

Numérique

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

La BRVM passe le cap des 10 000 milliards de FCFA

Les Centres de lecture et d'animation culturelle vont disposer de livres audios

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) marque une étape cruciale dans la modernisation des ... • (Page 02)

MPME au Sahel

IFC, FMO et Coris Group améliorent l'accès au financement

La Société financière internationale (IFI) a annoncé l'octroi d'un financement en faveur de Coris Group, en partenariat avec la Société néerlandaise de ... • (Page 05)

Togo

Présentation des données RGPH-5 et EHCVM-2

Le Togo a présenté, ce 13 décembre 2024, les résultats du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) et ... • (Pages 04)

Technologies

La Chine lorgne le marché des camions électriques

Les entreprises chinoises cherchent à dominer le marché des camions électriques. Mais les tarifs douaniers et le ... • (Page 08)



Bourse

La Loterie Nationale du Bénin fait son entrée à la BRVM

La première cotation de la Loterie Nationale du Bénin (LNB) à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est tenue le vendredi 13 ... • (Page 06)

Investir au Togo

• (Page 04)

Défis et opportunités de l'énergie et qualité dans l'industrie

Accident de circulation à Agoè-Zongo

Le gouvernement exprime sa solidarité et insiste sur le respect du code

Un grave accident de la circulation est survenu dans l'après-midi du vendredi 13 décembre, sur la Route Nationale N°1 à Agoè-Zongo. Le drame est survenu ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel: 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Numérique

Les Centres de lecture et d'animation culturelle vont disposer de livres audios

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) marque une étape cruciale dans la modernisation des Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC).

• Dieudonné Lebon

Du 12 au 14 décembre 2024, une quinzaine de responsables et d'animateurs se sont réunis à Lomé, Togo, pour un atelier inédit de formation. L'objectif est de se former à la médiation autour du livre audio, un format qui promet de transformer l'expérience des usagers et de renforcer l'accessibilité à la lecture.

« Une innovation nécessaire pour toucher un public élargi »

Selon Agossou HONFO, Coordinateur de projet à l'OIF, les enjeux de cette initiative sont énormes. « Cette formation est consacrée à la médiation autour du livre audio dans les CLAC. Ces centres, qui combinent une bibliothèque et une salle d'animation, ont pour mission de faciliter l'accès à la lecture et de promouvoir les cultures locales et francophones. Depuis leur création en 1986, plus de 320 CLAC ont vu le jour dans une vingtaine de pays. », a-t-il indiqué. Historiquement centrés sur le livre papier, les CLAC ont intégré, depuis les années 2010, le format numérique. Aujourd'hui, ils franchissent une nouvelle étape avec l'introduction des livres audio. « Ce format répond à l'évolution des habitudes de consommation : de plus en plus de personnes privi-



légient les contenus audios, que ce soit des podcasts ou des livres. C'est une opportunité de moderniser les offres des CLAC tout en rendant la lecture accessible à des publics éloignés, comme les personnes en situation d'handicap visuel ou celles qui ne savent pas lire en français mais le comprennent », a souligné M. Agossou HONFO.

Une médiation adaptée au livre audio

Introduire les livres audio nécessite une adaptation des pratiques de médiation. « La manière de présenter un ouvrage papier diffère de celle utilisée pour un livre audio. Il est donc essentiel de former les animateurs, véritables médiateurs entre les œuvres et les usagers, à cette nouvelle approche. C'est l'objectif de cet atelier qui réunit quinze participants venus de cinq pays pilotes : Côte d'Ivoire, Comores, îles Maurice, Tchad et Togo », a précisé le Coordonnateur. Ces pays serviront de laboratoires pour expérimenter l'utilisation des livres audio

avant leur généralisation à l'ensemble des CLAC. L'atelier permettra également de définir les formats les mieux adaptés aux besoins locaux. « Il faudra évaluer quels types de supports répondent le mieux aux attentes des usagers. Cette réflexion est au cœur de notre démarche », a-t-il ajouté.

Une ouverture sur le futur

Le projet ne s'arrête pas à cette formation. Une étude d'opportunité, réalisée entre mars et juin 2024, a confirmé l'intérêt des publics pour ce format. L'OIF espère qu'après cette phase pilote, le livre audio deviendra un outil incontournable dans les CLAC en complément du livre papier ou numérique, contribuant à élargir leur public et à pérenniser leur mission. Avec cette initiative, l'OIF montre une fois encore son engagement pour la promotion de la lecture et l'accès à la culture pour tous. Les livres audio pourraient bien redessiner le paysage culturel francophone, ouvrant une ère nouvelle pour les CLAC.



Image du jour



• Nadiratou Afolabi, élue Miss Togo 2025

AUX DECIDEURS ...

La BRVM ou l'ambition africaine

13 décembre 2024. Un tournant historique pour la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), qui franchit le seuil symbolique de 10 000 milliards de FCFA de capitalisation, atteignant précisément 10 059 milliards de FCFA, soit plus de 16 milliards de dollars.

Ce cap, inimaginable lors de son lancement en 1998 avec une capitalisation initiale de 836,19 milliards de FCFA, illustre le potentiel inexploité, puis libéré, des économies africaines lorsqu'elles travaillent ensemble. L'évolution de la BRVM est une preuve palpable des efforts conjoints des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) pour bâtir une place financière régionale solide. Depuis sa création, la BRVM a enregistré une progression spectaculaire de plus de 1 102 %, jalonnée par des étapes clés : 3 336 milliards en 2008, 7 966 milliards en 2023, et désormais ce seuil historique en 2024.

Comment expliquer une telle trajectoire ? La réponse réside dans un alignement entre vision politique, réformes économiques et implication des acteurs du marché. La croissance économique moyenne de 5,8 % dans les pays de l'UEMOA depuis deux décennies a été un terreau fertile, mais le succès de la BRVM ne se limite pas à cette seule donnée. Ce sont les réformes structurelles, la digitalisation des processus, l'introduction de nouveaux instruments financiers et la diversification des entreprises cotées qui ont permis à la bourse de prospérer dans un contexte international souvent incertain.

Avec un bond de plus de 2 000 milliards de FCFA en une seule année, la BRVM ne se contente pas d'être une référence régionale ; elle s'impose sur la scène continentale. Désormais classée parmi les bourses africaines les plus performantes, elle est en concurrence avec des mastodontes comme Johannesburg et Casablanca.

L'introduction de la Loterie Nationale du Bénin, valorisée à 100,5 milliards de FCFA, le jour même de ce record symbolique, est une preuve supplémentaire de la capacité de la BRVM à attirer des acteurs majeurs dans des secteurs diversifiés. Plus qu'une plateforme financière, la BRVM est un outil d'intégration régionale, un moteur de croissance et une vitrine du potentiel économique africain.

Ce succès s'accompagne de défis. Le leadership de la BRVM dans l'UEMOA doit s'inscrire dans une vision plus large de l'intégration financière africaine. Avec l'essor de projets panafricains comme la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) et le Système Panafricain de Paiements et de Règlements (PAPSS), la BRVM devra évoluer pour devenir un acteur clé du financement des économies du continent.

De plus, cette croissance devra se traduire par des retombées concrètes pour les populations : financement des PME, mobilisation de l'épargne locale, et démocratisation de l'accès aux marchés financiers.

En franchissant ce cap historique, la BRVM offre une leçon de résilience et d'ambition. Elle prouve que, malgré les crises, les incertitudes et les défis, il est possible de bâtir un écosystème financier performant et inclusif en Afrique.

Le succès de la BRVM est celui d'une Afrique qui croit en elle-même, qui innove et qui avance, portée par des réformes audacieuses et une vision commune. L'histoire de cette bourse n'est pas seulement celle de chiffres, mais celle d'un continent qui se lève, uni et confiant dans son avenir.

À la BRVM, et à toute l'UEMOA, nous disons : bravo, mais surtout, continuez ! Car le meilleur est encore à venir.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



La BRVM franchit un nouveau cap avec une capitalisation record de plus de 10 000 milliards de FCFA, ce 13 décembre 2024.



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a enregistré une capitalisation boursière de 10 059 milliards de FCFA, soit plus de 16 milliards de dollars américains. Ce jalon sans précédent illustre le dynamisme exceptionnel de la place financière commune aux huit pays de l’UEMOA depuis quelques années :

- Au démarrage en septembre 1998 : 836,19 milliards de FCFA ;
- En 2008 : 3 336,65 milliards de FCFA ;
- En 2012 : 4 031,38 milliards de FCFA ;
- En 2021 : 6 085,41 milliards de FCFA ;
- En 2023 : 7 966,96 milliards de FCFA ;
- Au 13 décembre 2024 : 10 058,83 milliards de FCFA.

Cette progression remarquable de plus de 1 102,94 % depuis la création de la BRVM est à mettre à l’actif de la vision transformatrice de ses Pères Fondateurs, du leadership éclairé des plus Hautes Autorités de l’Union, de la croissance économique soutenue des pays de l’UEMOA (environ 5,8% en moyenne depuis plus de 20 ans), des réformes menées depuis plusieurs années et enfin du dynamisme de tous les acteurs du marché.

Avec un gain de plus de 2 000 milliards de FCFA en une année et la cotation de la Loterie Nationale du Bénin ce jour (100,5 milliards de FCFA à l’introduction), la BRVM figure parmi les bourses africaines les plus performantes.

L’histoire continue.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l’arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l’agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l’industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d’inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,8 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Investir au Togo

Défis et opportunités de l'énergie et qualité dans l'industrie

Le Togo intensifie ses efforts pour accompagner les investisseurs en créant un environnement propice à l'innovation et à la compétitivité. Dans cette optique, le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI) a organisé, le 12 décembre 2024 à Lomé, un « Investors Breakfast », réunissant des acteurs majeurs du secteur privé autour de deux priorités : l'énergie et la qualité.

● Hélène Martelot

La rencontre a été l'occasion pour Manuella do Santos, ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, en présence de son collègue, Robert EKLO, Ministre en charge des ressources énergétiques, d'aborder les défis du secteur et de proposer des solutions fiables et durables pour nos entreprises. Les discussions ont également porté sur la nécessité d'augmenter la production de l'électricité à travers de nouveaux investissements du secteur privé. Le MIPI a saisi l'opportunité de cette rencontre afin de présenter les initiatives en cours au niveau de la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement visant l'élaboration des normes et standards ainsi que la certification des produits industriels, pour améliorer la compétitivité des entreprises togolaises. Cet événement a réuni une trentaine d'acteurs du secteur industriel togolais ainsi que des représentants du secteur public pour aborder deux thématiques majeures : les défis énergétiques et l'importance de la qualité dans l'industrie. Lors de la première session, le ministre des mines et des ressources énergétiques, Robert Koffi



Messan Eklo, a souligné trois axes stratégiques essentiels pour les industries togolaises : il s'agit d'assurer une alimentation énergétique continue adaptée aux besoins croissants des industries. Elaborer des mécanismes pour rendre l'énergie plus compétitive, et enfin, promouvoir les énergies renouvelables pour renforcer la résilience face aux défis globaux. La Ministre de l'Industrie, Manuella Modukpe Santos, a insisté sur l'importance d'une collaboration public-privé pour identifier des solutions durables. « Un accès fiable, abordable et durable à l'énergie est crucial pour la compétitivité des entreprises dans un contexte mondial de défis énergétiques croissants », a-t-elle déclaré.

La qualité, levier de compétitivité

La seconde session, animée par Laré Arzouma Botré, président de la Haute autorité de la qualité (HAUQE), a mis en avant le rôle des normes

et certifications pour la compétitivité des entreprises. Il a rappelé que la qualité est essentielle pour accéder aux marchés internationaux, protéger l'environnement et répondre aux attentes croissantes des consommateurs. « La qualité est la clé de la compétitivité et de l'accès aux marchés », a-t-il martelé, en encourageant les entreprises à collaborer avec la HAUQE pour bénéficier de services de certification, de métrologie et de normalisation.

Une écoute attentive et des solutions envisagées

Rodrigue Akue Atsa, conseiller au MIPI, a souligné que cet espace de dialogue vise à recueillir les préoccupations des investisseurs et à leur proposer des solutions adaptées. Il a évoqué des pistes concrètes, telles que le développement du gaz naturel et l'encouragement des producteurs privés d'énergie. Les participants ont salué cette initiative, considérant qu'être écouté est déjà un pas vers la résolution des problèmes. Cet événement marque une étape importante dans le renforcement du dialogue public-privé, clé pour bâtir une industrie togolaise compétitive et durable.



Togo

Présentation des données RGPH-5 et EHCVM-2

Le Togo a présenté, ce 13 décembre 2024, les résultats du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) et de la deuxième enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2). Sous la présidence de Dr Sandra Ablamba Johnson, Secrétaire Général de la Présidence de la République, cet atelier est le fruit des avancées du pays en matière démographique et socio-économique et des efforts pour l'inclusion sociale.

● Joël Yanclo

Le cinquième recensement, réalisé en 2022, révèle une population résidente de 8 095 498 habitants, composée à 51,3 % de femmes et à 48,7 % d'hommes. La jeunesse constitue une caractéristique marquante : l'âge moyen est de 23,4 ans, et 42 % des Togolais ont moins de 15 ans. La croissance démographique annuelle a toutefois ralenti, passant de 2,9 % en 2010 à 2,3 % en 2022. Les résultats montrent également des progrès dans l'accès aux services sociaux de base. Environ 83 % des ménages ont accès à une source d'eau améliorée et 70,3 % à l'électricité, bien que des disparités entre zones urbaines et rurales persistent. Dans l'éducation, la parité filles-garçons au primaire est atteinte, avec des taux de scolarisation de 115 % pour les garçons et 114 % pour les filles. Sur le plan sanitaire, la mortalité infantile a été divisée par deux, passant de 124 décès pour 1 000 naissances en 2010 à 58 en 2022. Concernant la pauvreté, les analyses combinant les approches monétaire et non monétaire montrent une amélioration globale. L'incidence de la pauvreté monétaire est passée de 45,5 % en 2018 à 43,8 % en 2021, tandis que la pauvreté non monétaire a diminué de 37,1 % à 28,9 % sur la même période.

Impacts des politiques publiques

Ces résultats reflètent les impacts des politiques publiques, guidées par l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale Togo 2025, axé sur l'inclusion sociale et économique. Les programmes tels que School Assur, les cantines scolaires, le Programme Wezou pour les femmes enceintes, et les subventions agricoles ont contribué à ces progrès. Cependant, des défis subsistent. Les disparités régionales sont flagrantes, notamment dans les Savanes, où la pauvreté monétaire reste élevée, tandis que le Grand Lomé affiche les taux les plus bas. L'accès à l'électricité demeure limité dans les zones rurales (50 %) par rapport aux zones urbaines (90 %). Ces écarts appellent à des stratégies adaptées pour réduire les iné-

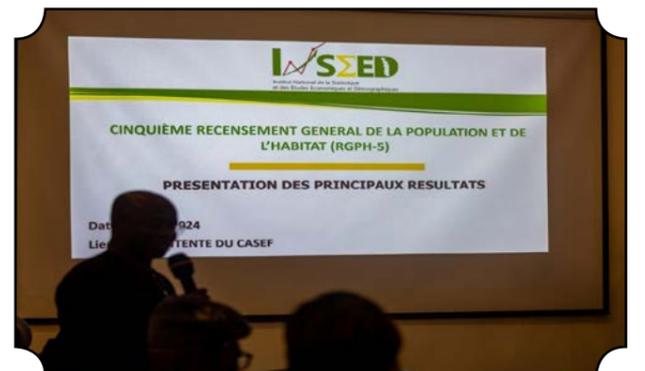


galités. La prise en compte des dimensions non monétaires de la pauvreté représente un tournant analytique. Elle permet de mieux cerner les besoins spécifiques et d'orienter les politiques publiques en faveur des populations vulnérables.

Moderniser son système statistique national

Depuis 2016, le Togo s'est engagé dans des réformes pour moderniser son système statistique national, avec l'appui des partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale et l'UNFPA. L'INSEED a mené des opérations statistiques de grande envergure, entièrement digitalisées, faisant du Togo une référence dans le cycle 2020 des recensements mondiaux. Les résultats alimenteront le Registre Social des Personnes et des Ménages (RSPM), un outil clé pour cibler les bé-

néficiaires des programmes sociaux et optimiser l'allocation des ressources publiques. Lors de l'atelier, Dr Sandra Ablamba Johnson a réaffirmé l'engagement du chef de l'État pour l'inclusion sociale et appelé les Togolais à participer massivement à l'enregistrement biométrique e-ID, indispensable pour bénéficier des futurs programmes sociaux. Les partenaires financiers ont salué les innovations introduites et ont réitéré leur soutien pour la mise en œuvre des politiques issues du RGPH-5 et de l'EHCVM-2. « Ces outils stratégiques renforcent la capacité du Togo à formuler des politiques inclusives, répondant efficacement aux défis de développement durable », a déclaré Edwige Adekambi-Domingo, représentante par intérim de l'UNFPA. Avec ces avancées, le Togo réaffirme son ambition d'un développement inclusif, garantissant que "personne ne soit laissé pour compte".





IFC, FMO et Coris Group s'associent pour améliorer l'accès au financement des MPME au Sahel

Casablanca, Maroc, le 9 décembre 2024 — La Société financière internationale (IFC) a annoncé aujourd'hui l'octroi d'un financement en faveur de Coris Group, en partenariat avec la Société néerlandaise de financement du développement (FMO). Ce prêt contribuera à combler l'important déficit de financements au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal et améliorera l'accès au financement des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la région du Sahel, en particulier pour celles détenues ou dirigées par des femmes.

Dans le cadre du partenariat, annoncé en marge de l'Africa Financial Summit, IFC et la FMO accorderont à Coris Group et à ses filiales un prêt d'un montant maximum de 80 millions d'euros. Ce financement sera destiné au refinancement des petites entreprises. Au moins 25 % de cette enveloppe seront spécifiquement alloués aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes. IFC contribuera à hauteur de 45 millions d'euros, tandis que la FMO apportera 35 millions d'euros.

Les petites entreprises jouent un rôle essentiel au Sahel. Or, bon nombre d'entre elles peinent à accéder aux financements essentiels à leur croissance et à la création d'emplois. L'investissement d'IFC vise à combler cette carence, tout en apportant à Coris un financement à moyen terme pour développer ses activités.

« La collaboration avec IFC marque une étape importante pour Coris Group, alors que nous renforçons nos efforts pour mieux accompagner les MPME au Sahel, en particulier les femmes entrepreneures. En comblant les lacunes en matière de financements, nous favorisons la croissance économique, la création d'emplois et la résilience dans certains des environnements les plus difficiles d'Afrique de l'Ouest », indique **Idrissa Nassa, président de Coris Holding**.

« Le partenariat entre IFC et Coris Group renforcera l'inclusion financière des entreprises dans la région du Sahel, notamment celles dirigées par des femmes entrepreneures », déclare **Sérgio Pimenta, vice-président d'IFC pour l'Afrique**. « Cette initiative apportera un soutien essentiel aux entreprises. Elle les aidera à stimuler la croissance, créer des emplois et renforcer la résilience économique, et ce même dans des environnements d'affaires exigeants. »

L'investissement est soutenu par le mécanisme WEOF (*Women Entrepreneurs Opportunity Facility*), un partenariat entre IFC et l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs. Ce mécanisme a pour ambition de favoriser l'octroi de prêts aux entreprises détenues par des femmes par le biais de primes de performance.

En complément du financement, IFC fournira à Coris Group des services-conseil, afin de renforcer ses systèmes de gestion des risques sociaux et environnementaux, de développer sa stratégie de financement axée sur le genre, et de lever les obstacles non financiers qui freinent la croissance des MPME dans la région.

IFC est un partenaire de longue date de Coris Group, notamment à travers sa participation au Programme de financement du commerce mondial (GTFP) d'IFC. IFC a également soutenu Coris Group en lui fournissant des services-conseils en gestion des risques.

À propos d'IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus importante institution mondiale d'aide au développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Elle mène des opérations dans plus de 100 pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2024, IFC a engagé un montant record de 56 milliards de dollars en faveur de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, en s'appuyant sur des solutions du secteur privé et en mobilisant des capitaux privés pour créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

À propos de Coris Group

Coris Holding est une entreprise financière opérant dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest sous la bannière de Coris Bank International. Troisième groupe bancaire de l'UEMOA, le groupe panafricain Coris Banking Group a pour objectif d'accélérer la croissance, en participant activement au financement des économies locales, avec une offre qui répond efficacement à tous les segments de clientèle, en particulier les PME/PMI. Il intervient dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, des services, du commerce, des mines et de l'industrie, ainsi que dans la finance inclusive et islamique pour promouvoir une plus grande inclusion financière.

À propos de la FMO

La FMO est la Société néerlandaise de financement du développement. En tant qu'investisseur de premier plan dans l'impact social, la FMO soutient la croissance durable du secteur privé dans les pays en développement et les marchés émergents en investissant dans des projets ambitieux et des entrepreneurs. La FMO est convaincue qu'un secteur privé fort est essentiel pour le développement économique et social. Forte de plus de 50 ans d'expérience, elle œuvre à l'autonomisation des entrepreneurs pour rendre les économies locales plus inclusives, productives, résilientes et durables. La FMO se concentre sur trois secteurs à fort impact en termes de développement : l'agro-industrie, l'alimentation et l'eau, l'énergie et les institutions financières. Avec un portefeuille total engagé d'environ 13 milliards d'euros couvrant plus de 85 pays, la FMO est l'une des plus grandes banques bilatérales de développement du secteur privé au niveau mondial.

À propos de l'initiative 10,000 Women de Goldman Sachs

Le programme *10,000 Women* de Goldman Sachs est une initiative dont l'ambition est de favoriser la croissance économique en offrant aux femmes entrepreneures du monde entier une formation en gestion et en commerce ainsi qu'un accès au capital. Plus de 200 000 femmes dans plus de 150 pays en ont déjà bénéficié. En partenariat avec IFC, le programme *10,000 Women* de Goldman Sachs a lancé en 2014 la première facilité de financement mondiale pour permettre à davantage de femmes entrepreneures d'accéder au capital. Le programme de formation commerciale en présentiel *10,000 Women* a été lancé en 2008, touchant plus de 10 000 femmes dans 15 pays à travers le monde. Depuis 2018, elles peuvent également le suivre en ligne sur Coursera, démocratisant davantage l'accès à une formation commerciale dans d'autres recoins du monde.

Bourse

La Loterie Nationale du Bénin fait son entrée à la BRVM

La première cotation de la Loterie Nationale du Bénin (LNB) à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est tenue le vendredi 13 décembre 2024, à Cotonou.

● Wilson Lawson

La cérémonie de cotation de la LNB à la BRVM a réuni des acteurs clés du secteur financier, des représentants du gouvernement béninois, ainsi que des investisseurs régionaux et internationaux. Dr Edoh Kossi Amenounve, Directeur général de la BRVM, a salué cet événement en soulignant son importance stratégique pour plusieurs raisons. En effet, la LNB devient un exemple de mobilisation du marché financier régional pour accompagner les réformes économiques, la LNB, opérant dans le domaine des jeux de hasard et loteries, apporte un secteur inédit à la BRVM. Elle est la deuxième entreprise béninoise cotée, après la BOA Bénin, ouvrant ainsi la voie à d'autres acteurs. Dr Amenounve a également loué les efforts du gouvernement béninois, en particulier ceux du Ministre d'État Romuald Wadagni et du Président Patrice Talon, pour leur enga-



gement continu en faveur de la croissance économique et du développement du marché financier, malgré un contexte régional et international difficile. La cotation de la LNB témoigne d'une dynamique croissante de la BRVM, qui continue de jouer un rôle clé dans le financement des économies de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). Depuis 2021, la BRVM affiche une remarquable résilience face aux crises mondiales, avec une capitalisation de marché dépassant les 15,87 milliards de dollars et une progression de son indice composite de 28,06 % en

2024. Cet événement illustre également les réformes stratégiques engagées par la BRVM pour élargir et moderniser le marché financier régional. Parmi les réformes majeures figurent l'admission de nouvelles entreprises grâce à des privatisations ; l'attraction d'une épargne plus large via des canaux digitaux ; le lancement de nouveaux produits financiers tels que les REITS, ETF, et marchés de matières premières ; la promotion de la finance durable avec des obligations vertes, sociales et de genre ; l'intégration des bourses de la CEDEAO dans le cadre de l'African Exchanges Linkage Project (AELP). La privatisation de la LNB intervient dans un contexte où le Bénin s'engage dans des réformes économiques ambitieuses sous la direction du Président Patrice Talon. Ces réformes visent à transformer le pays en un pôle économique compétitif en Afrique de l'Ouest, tout en mobilisant le marché financier régional pour soutenir les initiatives de développement. Avec 47 entreprises désormais cotées, la BRVM consolide son rôle de moteur pour les économies de l'UMOA. La cotation de la LNB renforce cet élan et ouvre de nouvelles perspectives pour les investisseurs, tout en affirmant la position du Bénin comme un acteur clé dans le développement du marché financier ouest-africain. Dr Edoh Kossi Amenounve a conclu en souhaitant à la LNB une "excellente vie boursière" et en affirmant l'engagement continu de la BRVM à accompagner les entreprises cotées dans leur croissance et leur compétitivité sur les marchés internationaux.



Financements

La BAD renforce sa position au capital de la BOAD avec 24 millions \$

Ces fonds supplémentaires serviront à intensifier les financements dans des secteurs clés et à renforcer le rôle de la BOAD dans le développement durable de la région, conformément à son plan stratégique « Djoliba ».

Serge Ekué (photo), président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), a annoncé le jeudi 5 novembre 2024, une souscription de 24 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD) au capital de l'institution. Cet investissement s'inscrit dans la deuxième phase de l'augmentation de capital en cours, destinée à renforcer la capacité de la BOAD à financer des projets de développement durable dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'annonce a été faite en marge de l'Africa Investment Forum, qui a démarré le mercredi 4 décembre et s'achève ce vendredi à Rabat, au Maroc. L'accord a été signé avec Solomon Quaynor, vice-président de la BAD en charge du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation. « Grâce à divers financements



et programmes d'assistance technique, la BAD a contribué à renforcer les capacités de la BOAD dans de nombreux secteurs », a déclaré M. Ekué. Actionnaire de la BOAD depuis 1988, la BAD avait déjà accordé en 2021 une ligne de crédit de 70 millions d'euros pour soutenir des projets dans des secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture et les infrastructures. Ce nouveau soutien s'inscrit dans le plan stratégique « Djoliba » de la BOAD, qui vise à intensifier les interventions de la banque dans la région. En mars 2023, la première phase de cette opé-

ration de renforcement du capital de la banque basée à Lomé avait permis de mobiliser 554,35 milliards FCFA (893 millions \$), portant le capital total de la BOAD à 1709,35 milliards FCFA, soit une hausse de 48%. Cette première tranche avait bénéficié de la participation active des actionnaires régionaux historiques, notamment les huit Etats membres de l'UEMOA, soutenus par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) à hauteur de 500 millions d'euros sous forme de prêts. De plus, sept des huit actionnaires non régionaux avaient souscrit à cette augmentation. Dans le cadre de la deuxième tranche en cours depuis mi-2023, la BOAD avait accueilli la BADEA comme nouvel actionnaire avec une participation de 30 millions de dollars, soit 1,20% du capital social souscrit.

Avec Agence Ecofin

Mauvaise alimentation

Une facture salée estimée à 8100 milliards \$ chaque année

De l'impact environnemental lié à la production au changement climatique, les systèmes alimentaires sont plus que jamais sous pression. Face à des besoins alimentaires qui augmenteront dans les prochaines décennies, la question de l'impact de la consommation sur la santé reste cruciale.

Chaque année, les mauvaises habitudes alimentaires coûtent 8100 milliards \$ aux systèmes sanitaires dans le monde. C'est ce qu'a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans l'édition 2024 de son rapport sur la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA), publié au début du mois de novembre. Ce document de plus de 170 pages s'est livré à un exercice inédit de comptabilisation des coûts résultant de la production, de la distribution, de la consommation, y compris ceux qui ne sont pas reflétés dans les prix du marché. D'après l'organisation, ce montant annoncé pour les systèmes sanitaires représente 70 % des coûts cachés générés chaque année au sein des systèmes agroalimentaires, estimés au total à 12 000 milliards \$. Il reste largement supérieur aux coûts liés à la dégradation de l'en-



vironnement et les inégalités sociales. Pour l'essentiel, les auteurs du rapport soulignent que les 8100 milliards \$ correspondent aux coûts associés aux affections et pathologies résultant d'une mauvaise alimentation, telles que l'obésité, les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et le diabète.

Des régimes alimentaires déséquilibrés

Dans le monde, le déséquilibre nutritionnel est le principal fléau qui pèse sur les systèmes sanitaires. D'après la FAO, la consommation insuffisante de céréales entières représente le principal risque majeur avec 18 % du total des coûts cachés quantifiés liés à la santé dans le monde

contre 16 % pour l'alimentation pauvre en fruits et 16 % pour l'alimentation excessive en sodium. Partout dans le monde, l'alimentation a drastiquement changé sur les 50 dernières années, avec l'industrialisation qui a conduit à la production d'aliments ultra-transformés, des céréales pour le petit-déjeuner aux viandes et aux boissons, souvent enrichis en sucre ajouté, en sel ou en huiles.

Des disparités à l'échelle mondiale

Si la FAO donne une vue d'ensemble des coûts cachés de la mauvaise alimentation sur les systèmes sanitaires mondiaux, elle note également qu'il y a des différences marquées au sein des régions. Ainsi, c'est l'Amérique qui perd le plus lourd tribut au niveau de son système sanitaire avec la consommation importante de viande transformée, de viande rouge et de boissons sucrées.

Avec Agence Ecofin

vendredi 13 décembre 2024

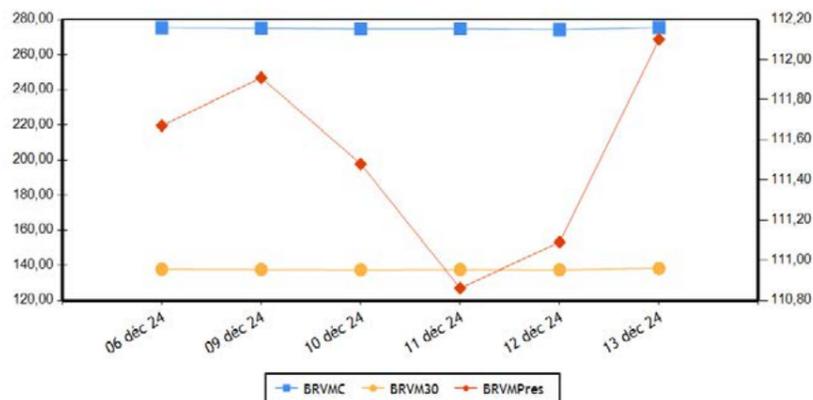
N° 238

BRVM COMPOSITE	275,48
Variation Jour	0,46 % ↑
Variation annuelle	28,64 % ↑

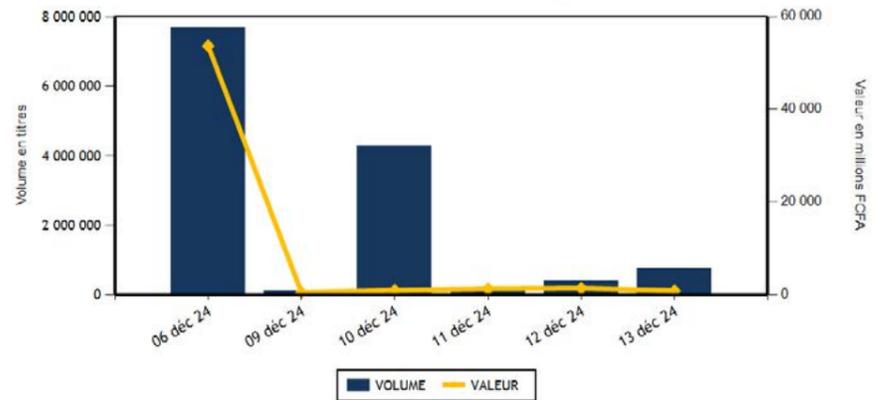
BRVM 30	138,14
Variation Jour	0,59 % ↑
Variation annuelle	28,09 % ↑

BRVM PRESTIGE	112,10
Variation Jour	0,91 % ↑
Variation annuelle	10,48 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 058 833 868 027	1,43 %
Volume échangé (Actions & Droits)	750 144	120,86 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	771 400 812	0,32 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	-18,75 %
Nombre de titres en baisse	11	22,22 %
Nombre de titres inchangés	17	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 395	6,09 %	6,09 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 300	2,45 %	0,88 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 350	2,17 %	-6,00 %
SOGB CI (SOGC)	4 690	1,96 %	43,43 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 600	1,55 %	22,12 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,10	0,91 %	10,48 %	11 864	98 542 975	8,61
BRVM-PRINCIPAL	37	138,99	0,10 %	33,70 %	738 280	672 857 837	13,62

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	120,47	-2,10 %	19,24 %	8 287	30 026 505	18,47
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	764,06	0,68 %	43,76 %	32 588	416 459 315	10,40
BRVM - FINANCES	15	100,55	0,52 %	16,35 %	629 248	125 506 237	6,36
BRVM - TRANSPORT	2	328,58	1,10 %	-0,72 %	31 218	41 847 205	4,26
BRVM - AGRICULTURE	5	194,57	0,55 %	20,43 %	16 461	55 467 035	41,04
BRVM - DISTRIBUTION	7	328,47	0,05 %	0,08 %	15 088	17 090 440	42,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	712,76	6,97 %	-35,82 %	17 254	85 004 075	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,06
Taux de rendement moyen du marché	8,96
Taux de rentabilité moyen du marché	9,96
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	508 296,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 763 607 197,09

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	26,04
Ratio moyen de satisfaction	37,71
Ratio moyen de tendance	144,81
Ratio moyen de couverture	69,05
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	3,29
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Technologies

La Chine lorgne le marché des camions électriques

Les entreprises chinoises cherchent à dominer le marché des camions électriques. Mais les tarifs douaniers et le retard sur la concurrence compliquent l'expansion sur ce marché.

Après avoir conquis le marché mondial des voitures électriques, les entreprises chinoises s'attaquent à un secteur beaucoup moins médiatisé: celui des camions électriques. Mais les tarifs douaniers et des questions sur la qualité restent des obstacles à surmonter. Les constructeurs et les start-up chinois veulent capitaliser sur la formule gagnante qui a propulsé l'industrie des véhicules électriques: une chaîne d'approvisionnement domestique bien huilée et des prix défiant toute concurrence.

Secteur compétitif

En 2023, les firmes chinoises assuraient déjà 70% des ventes mondiales de camions électriques. Mais ces derniers ne représentent encore qu'une infime portion du marché global des poids lourds – moins de 1%, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'AIE se dit toutefois «optimiste» quant à l'adoption plus large des camions électriques au cours des dix prochaines années, notamment grâce à des évolutions politiques et technologiques. Plusieurs flottes de camions chinois d'entreprises comme BYD et Beiqi Foton roulent déjà sur les routes d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Mexique, et ces firmes ont ouvert des usines d'assemblage à travers le monde. «Les camions



chinois sont généralement compétitifs sur les marchés émergents», affirme à l'AFP Steve Dyer, expert au sein du cabinet de conseil AlixPartners.

En retard sur les Américains

Le secteur des poids lourds «est considéré comme l'un des segments de transport où il est le plus difficile» de réduire les émissions de gaz à effet de serre, après l'aviation et le transport maritime, explique à l'AFP Elizabeth Connelly, analyste à l'AIE. Un des défis majeurs est de trouver l'équilibre entre autonomie et taille des batteries: trop volumineuses, elles affectent le poids et l'efficacité. Trop petites, elles limitent les kilomètres parcourus. Or, les modèles chinois restent souvent en deçà des standards de fabricants étrangers: selon le Zero-Emission Technology Inventory, un répertoire en ligne du secteur, la plupart des camions électriques chinois ont une autonomie médiane de 250km, contre 322km aux

États-Unis. Mais les progrès rapides, notamment dans le domaine du changement de batteries, pourraient changer la donne.

Rivalités géopolitiques en jeu

Mais le secteur court aussi le risque de se retrouver englué dans les rivalités géopolitiques et commerciales. L'Union européenne et les États-Unis ont déjà imposé des droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises, estimant que le soutien financier de Pékin aux constructeurs automobiles fausse la concurrence. La Chine rejette ces accusations, mais le risque que des mesures similaires s'appliquent aux poids lourds chinois augmente. Le président américain élu Donald Trump a déjà promis d'augmenter les droits de douane sur les importations chinoises après son investiture en janvier. Certains fabricants de camions chinois anticipent ces turbulences.

Avec lematin.ch

Automobile

General Motors dit abandonner son activité de robotaxis

General Motors préfère se concentrer sur le développement de systèmes avancés d'aide à la conduite pour les voitures vendues aux particuliers.

Le géant américain de l'automobile General Motors a annoncé, mardi, dans un communiqué, abandonner l'activité de robotaxis de sa filiale Cruise pour se concentrer sur le développement de systèmes avancés d'aide à la conduite pour les voitures vendues aux particuliers. Cruise faisait partie des pionniers de la technologie de conduite autonome et disposait d'une flotte de taxis sans chauffeur, ou robotaxis, dans plusieurs centres-villes américains, jusqu'à un grave accident, fin 2023, à San Francisco. Un de ses véhicules avait roulé sur une piétonne qui venait d'être percutée par un autre véhicule, avec conducteur. Les autorités avaient retiré le permis de l'entreprise, notamment à cause de sa gestion de l'incident: les employés avaient mis plusieurs jours à révéler que le robotaxi n'était pas resté immobile. Sa manœuvre pour se ranger avait eu pour effet de traîner le piéton sur une distance de plusieurs mètres.

900 licenciements

À la suite de cet épisode,



General Motors (GM) avait renforcé le contrôle sur la filiale. Le cofondateur de Cruise, Kyle Vogt, avait dû démissionner et Cruise avait licencié 900 employés, soit un quart de son personnel. L'entreprise avait progressivement repris ses activités de développement, sous supervision, et devrait être disponible sur la plateforme du géant de la réservation de voitures, Uber, dans le courant du premier semestre 2025. Mais GM a fait part mardi de sa décision d'intégrer les ingénieurs de sa filiale au sein de ses équipes pour travailler sur sa technologie de conduite assistée et autonome.

Marché de l'autonomie

Honda, un investisseur de

Cruise, avait prévu de lancer un service de robotaxis au Japon en 2026, mais envisage désormais de revoir ses projets, d'après une interview à CNBC. Waymo, la filiale d'Alphabet (maison mère de Google) a pris une longueur d'avance sur ce marché avec ses Jaguar sans chauffeur largement utilisées dans plusieurs grandes villes américaines, comme Phoenix (Arizona) et San Francisco. Début octobre, Tesla a dévoilé son robotaxi, baptisé Cybercab, mais a révélé que sa production ne devrait pas commencer avant 2026. Et les véhicules autonomes de Zoox, filiale d'Amazon, sont en cours de test et de déploiement dans des quartiers restreints de Las Vegas et de San Francisco.

Avec lematin.ch

Prêt-à-porter

Inditex (Zara) n'a jamais engrangé autant de bénéfices

Le numéro mondial du prêt-à-porter Inditex, propriétaire de la marque Zara, a dégagé un bénéfice record au troisième trimestre, grâce au dynamisme de ses ventes et à une hausse de ses marges, dans ses boutiques comme sur Internet.

Toujours pas de concurrence pour Inditex. Le leader mondial du prêt-à-porter, présidé par Marta Ortega, fille du fondateur multimilliardaire espagnol Amancio Ortega, a obtenu 1,68 milliard d'euros de bénéfice net au troisième trimestre (qui s'est achevé au 31 octobre en raison d'un exercice décalé), selon les résultats publiés par l'entreprise. Soit 6% de plus que les 1,59 milliards d'euros du troisième trimestre 2023. Ce résultat est tout simplement le plus élevé jamais enregistré par le groupe sur un trimestre. Mais il est toutefois légèrement inférieur aux prévisions des analystes interrogés par le fournisseur d'informations financières Factset, qui tablaient en moyenne sur 1,77 milliard d'euros de pro-



fits nets. Au total, sur les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice du géant de la mode bon marché, propriétaire de sept marques dont Zara, Bershka, Massimo Dutti et Stradivarius, s'élève à 4,45 milliards d'euros, contre 4,1 milliards sur la même période de 2023.

Des ventes dynamiques

Pour atteindre de tels chiffres, Inditex a pu compter sur des ventes particulièrement dynamiques cette année. Celles-ci ont atteint 27,42 milliards d'euros sur neuf mois (+7%), «aussi bien dans ses magasins que

sur Internet», souligne l'entreprise. Surtout, le mastodonte espagnol estime avoir maintenu des «marges très satisfaisantes», grâce à sa politique stricte de contrôle des coûts. Depuis le début de son exercice, le groupe basé en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, a ainsi vu sa marge brute progresser de 7,2%, à 59,4% de son chiffre d'affaires. Autant d'indicateurs qui permettent au géant de la mode bon marché de se montrer optimiste pour les mois à venir. D'autant que ses ventes ont continué à progresser au cours des dernières semaines: +9% sur un an à niveau de change constant pour la période allant du 1er novembre au 9 décembre, malgré un environnement complexe.

(Avec AFP)

Economie

Donald Trump assure qu'il fera « beaucoup d'affaires » avec la France

Le président américain élu Donald Trump a indiqué ce mercredi que le commerce et la défense seront les priorités des relations entre les États-Unis et la France lors de son second mandat. Ce, alors que l'ombre d'une hausse des droits de douane sur les produits importés sur le territoire américain plane toujours.

La France est «un ami et un allié» des États-Unis aux yeux de Donald Trump. C'est pourquoi le président américain élu compte faire perdurer les «bonnes relations» qu'il a «toujours eues» avec son homologue Emmanuel Macron pendant son prochain mandat, qui démarrera le 20 janvier prochain. Interrogé par le magazine Paris Match lors de son passage dans la capitale française, pour la réouverture de la cathédrale Notre-Dame samedi dernier, il a indiqué ses priorités concernant les relations entre les deux pays. «Tout d'abord, le commerce», avant d'évoquer son souhait de «se concentrer aussi sur la défense». «Nous allons faire beaucoup d'affaires avec la France. Vous nous vendez déjà vos merveilleux vins et champagnes», a-t-il déclaré dans cette interview publiée ce mercredi. Reste que Donald Trump a fait savoir au cours de sa campagne qu'il souhaite renforcer les droits de douane sur l'ensemble des



produits entrant aux États-Unis. Fin novembre, il a d'ailleurs confirmé qu'il les augmenterait de 25% avec le Canada et le Mexique et de 10% pour la Chine. Et l'ombre d'une hausse plane au-dessus des produits européens.

Priorité sur l'Ukraine

Au-delà de ses relations avec la France, Donald Trump a indiqué que sa priorité serait de «résoudre le problème de l'Ukraine avec la Russie». «Ces deux pays subissent des pertes humaines incroyables. Des centaines de milliers de soldats sont tués», a-t-il rappelé. Le futur ex-président a longtemps affirmé qu'une fois au pouvoir, il mettrait fin

en «24 heures» à ce conflit qui dure depuis près de trois ans, sans toutefois révéler sa méthode. Ce qui suscite des inquiétudes en Ukraine, qui craint d'être poussée à faire d'importantes concessions territoriales à la Russie en échange de la paix. Il a en tout cas annoncé fin novembre la nomination d'un «émissaire» pour résoudre cette guerre. Un poste qui sera nouvellement créé et occupé par le général Keith Kellogg. Donald Trump a en outre rencontré samedi, pour la première fois depuis son élection, le président ukrainien Volodymyr Zelensky à Paris, sous les auspices d'Emmanuel Macron.

(Avec AFP)

Lutte contre sécheresse

La conférence sur la désertification s'achève à Riyad sans parvenir à un accord

Après deux semaines de négociations intenses, la conférence des Nations Unies sur la désertification, la COP16, s'est achevée samedi à Riyad, en Arabie saoudite, avec un jour de retard, sans parvenir à un accord contraignant sur la lutte contre la sécheresse. Près de 200 pays réunis lors de la 16^e Conférence des Parties (COP16) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) se sont toutefois engagés à placer la restauration des terres et la résilience face à la sécheresse au cœur des politiques nationales et de la coopération internationale.

Ces efforts sont reconnus comme essentiels pour assurer la sécurité alimentaire et l'adaptation climatique. Les pays ont également réalisé des progrès significatifs dans les négociations d'un futur régime mondial sur la sécheresse, qu'ils prévoient de finaliser lors de la COP17 en Mongolie en 2026, a souligné le Secrétariat exécutif de la CNULCD dans un communiqué de presse. Plus de 12 milliards de dollars ont été promis pour combattre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à travers le monde, notamment dans les pays les plus vulnérables. Parmi les principales avancées de la COP16 figurent la création d'un Caucus pour les peuples autochtones et d'un Caucus pour les communautés locales, afin de garantir que leurs perspectives et défis uniques



soient pleinement représentés ; la poursuite du groupe Science-Politique de la Convention pour renforcer les décisions fondées sur des données scientifiques ; ainsi que la mobilisation du secteur privé dans le cadre de l'initiative Business4Land. « Notre travail ne s'arrête pas à la clôture de la COP16. Nous devons continuer à répondre à la crise climatique—un appel à l'action pour embrasser l'inclusivité, l'innovation et la résilience. Les jeunes et les peuples autochtones doivent être au centre de ces discussions.

Leur sagesse, leurs voix et leur créativité sont indispensables pour construire un avenir durable porteur d'espoir pour les générations futures », a souligné la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, dans une déclaration.

Des solutions à notre portée

Lors de ses remarques de clôture, le Président de la COP16, Abdulrahman Alfadley, ministre saoudien de l'Environnement, de l'eau et de l'agriculture, a déclaré

que cette réunion marquait un tournant dans la sensibilisation internationale à l'urgence d'accélérer la restauration des terres et la résilience face à la sécheresse. « Nous espérons que les résultats de cette session marqueront un tournant significatif en renforçant les efforts pour préserver les terres, réduire leur dégradation, développer les capacités pour faire face à la sécheresse et contribuer au bien-être des communautés à travers le monde », a-t-il dit. Lors de la plénière de clôture de la COP16, le Secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a déclaré : « Comme nous l'avons discuté et constaté, les solutions sont à notre portée. Les actions que nous avons entreprises aujourd'hui façonneront non seulement l'avenir de notre planète, mais aussi la vie, les moyens de subsistance et les opportunités de ceux qui en dépendent ». Il a également souligné un changement important dans l'approche

mondiale des questions relatives à la terre et à la sécheresse, mettant en lumière les défis interconnectés avec des enjeux mondiaux plus vastes tels que le changement climatique, la perte de biodiversité, la sécurité alimentaire, les migrations forcées et la stabilité mondiale.

Besoins financiers et engagements

Au cours de la conférence, les participants ont appris que la CNULCD estime qu'au moins 2.600 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires d'ici 2030 pour restaurer plus d'un milliard d'hectares de terres dégradées et renforcer la résilience face à la sécheresse. Cela représente un investissement quotidien de 1 milliard de dollars d'ici 2030 pour atteindre les objectifs mondiaux de restauration des terres et lutter contre la désertification et la sécheresse. De nouveaux engagements ont été annoncés

pour des projets à grande échelle de restauration des terres et de préparation à la sécheresse, tels que le Partenariat mondial pour la résilience à la sécheresse de Riyad, qui a attiré 12,15 milliards de dollars pour soutenir 80 des pays les plus vulnérables du monde dans la construction de leur résilience à la sécheresse, dont un engagement de 10 milliards de dollars du Groupe de coordination arabe. Le Grand Mur Vert (GMV), une initiative dirigée par l'Afrique pour restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, a également mobilisé 11 millions d'euros du gouvernement italien pour la restauration des paysages au Sahel et 3,6 millions d'euros du gouvernement autrichien pour renforcer la coordination et la mise en œuvre de l'initiative dans 22 pays africains.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier En affaires, vous préférerez vous fier à votre instinct plutôt qu'à votre raisonnement. Ce sera un mauvais calcul : cette tactique ne vous réussira guère à cause de l'influence négative de Saturne. Alors, autant attendre un peu et ne vous attaquer aux choses sérieuses que lorsque vous serez sûr d'avoir retrouvé tout votre flair habituel. Dans tous les cas, il serait bon de prendre conseil.

Taureau Pluton ne sera pas forcément négatif et pourra même vous valoir une certaine chance pécuniaire. Mais la Lune n'est jamais très favorable sur le plan financier. Donc, même si votre situation est saine, mieux vaudra continuer à rester vigilant et à ne pas décider des achats importants. Evitez également de vous lancer dans des placements à risque, le climat étant trop incertain.

Gémeaux Ce sera le moment d'établir un vaste programme d'économies. Maintenant que vous êtes libéré de l'influence néfaste de Neptune, vous pourrez beaucoup plus facilement renoncer aux dépenses inutiles. Résultat : les fins de mois ne tourneront plus systématiquement au cauchemar.

Cancer Cette position de Pluton vous offrira de réelles opportunités financières. Elle promet des rentrées d'argent plus importantes que par le passé. Pour autant, cela ne sera pas la fortune, et vous devrez attendre encore quelque temps pour espérer des gains vraiment conséquents.

Lion Une journée sans histoire dans l'ensemble. Avec le courant de chance qui vous protège en ce moment, vous ne devriez avoir aucun souci financier aujourd'hui. Si vous avez des projets d'envergure concernant un achat ou un investissement, vos démarches vous permettront de poser des jalons importants.

Vierge Vous bénéficierez d'opportunités intéressantes dans les affaires et les finances. Mais il faut s'attendre à quelques dépenses incompressibles. Que voulez-vous, on ne peut pas tout avoir dans la vie !

Balance Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

Scorpion L'argent risque de sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale.

Sagittaire Une question d'argent vous tracasse ? Ne laissez pas la peur de manquer envahir votre château intérieur. Ayez moins de besoins et des envies plus modestes. "Réduis tes désirs et tu augmenteras ta santé" (proverbe espagnol).

Capricorne Pluton vous conseillera d'éviter les dépenses excessives, de ne pas céder à vos goûts de luxe. Quelques complications possibles concernant le patrimoine, un héritage. Faites preuve de lucidité.

Verseau Dernièrement, vous avez misé sur la prudence et le long terme ; mais cette fois, vous serez plutôt enclin à réaliser des opérations financières à court terme. Pourquoi pas, après tout ? L'important est de bien cibler vos objectifs et de redoubler de prudence. Méfiez-vous des transactions hasardeuses ou mal préparées.

Poisson Grâce à Saturne, vous gèrerez intelligemment votre situation financière, en dosant soigneusement la prudence et les risques. N'oubliez pas que la vigilance est toujours nécessaire dans ce domaine.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**

Siège Social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau - 01 B.P. 3802 Abidjan 01
Tél: (225) 27 20 32 66 85 / 27 20 31 55 50 Fax : (225) 27 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site Internet : www.brvm.org

AVIS N° 322 - 2024 / BRVM / DG**LOTERIE NATIONALE DU BENIN****RESULTAT DE PREMIERE COTATION**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché que la première cotation des actions de la société LOTERIE NATIONALE DU BENIN (symbole : LNBB) a eu lieu ce **vendredi 13 décembre 2024**.

L'action LOTERIE NATIONALE DU BENIN a coté à 5 160 FCFA et 17 049 titres ont été échangés pour une valeur totale de 84 893 375 FCFA.

20 000 000 d'actions de la société LOTERIE NATIONALE DU BENIN ont été admises au Compartiment principal du marché des actions de la BRVM pour une capitalisation boursière de 103,20 milliards de FCFA.

Pour toute information complémentaire concernant cet avis, veuillez contacter la BRVM à son siège ou les Antennes Nationales de Bourse établies dans chaque pays membre de l'UEMOA.

Fait à Abidjan, le 13 décembre 2024

Pour le Directeur Général de la BRVM,
Le Directeur du Département des
Finances, de l'Administration et des
Ressources Humaines,
Chargé de l'Intérim

Maxime DESSOU



K. A. P. J. S.

Culture

L'apothéose de la 43ème édition de la fête Ovazou célébrée à Badou

Après une semaine de célébration dans les différents cantons de la préfecture de Wawa, l'apothéose de la 43ème édition de la fête traditionnelle du peuple Akposso-Akébou, s'est déroulée le 14 décembre à Badou dans la commune Wawa 1, sous le thème « Ovazou, fête traditionnelle du peuple Akposso-Akébou, soubassement, défis et perspectives ».

Cette célébration de réjouissances, de la cohésion sociale, de la fraternité et du vivre ensemble, est une initiative du peuple autochtone Akposso-Akébou et de toutes les communautés vivantes dans les préfectures de l'Amou, de Wawa et de l'Akébou. Cette fête permet à la population de vivre en parfaite harmonie depuis des décennies. Elle permet de rendre grâce et hommages aux ancêtres, aux divinités et à la terre nourricière pour les bonnes moissons du fonio et de toutes les récoltes au cours de l'année. C'est aussi une occasion de remercier les dieux et les ancêtres pour avoir protégé tous les habitants du pays des ondes négatives en particulier les fils et filles natifs des 3 préfectures tout le long de l'année et de demander la protection et les grâces divines pour les années avenir. Des groupes folkloriques de l'Akébou, de Wawa et de l'Amou, accompagnés de leurs cadres, fils et filles, se sont retrouvés à Badou, aux rythmes des chants et danses, pour manifester leurs joies et leur identité culturelle. Ils ont également remémoré l'histoire de leurs parents et aïeux, et surtout comment traiter et préparer le fonio sans sable. Ces natifs de la localité ont



été édifiés sur le savoir vivre et le savoir être des anciens et partager le met traditionnelle de la moisson de cette année. Le président du comité d'organisation d'Ovazou, le ministre, Dr. Lamadokou Kossi a indiqué qu'avant, le fonio était une céréale qui permettait de faire la guerre. Mais aujourd'hui, a-t-il dit, c'est un excellent aliment culturel qui participe à générer des revenus. Il a invité les agriculteurs à repenser sa culture pour apporter de la plus-value dans leur économie. Le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Isaac Tiakpé, représentant le chef de l'État Faure Gnassingbé, a transmis les salutations et souhaits du président de la République aux populations de l'Amou, Wawa et Akébou. Il a indiqué que cette fête traditionnelle est une vitrine de la la cohésion sociale

et l'harmonie qui est un ferment concret de la paix dans l'air géographique, vecteurs de développement inclusif durable des différentes localités. Le ministre a exhorté les participants à la culture de la paix, socle de tout développement durable. Il a invité les peuples Akposso et Akébou à promouvoir leur identité culturelle et valoriser les potentiels de leur localité qui sont sources d'emplois et de développement économique durable. La manifestation culturelle s'est déroulée devant un parterre de ministres, de préfets, des députés, des invités, des cadres au-devant desquels le gouverneur de la région des Plateaux, le général Dadja Maganawè. On notait également des délégations des diasporas Akposso du Ghana, et des préfectures du Togo. Un banquet a été offert aux invités dans l'enceinte du Lycée de Badou.

Avec ATOP/PM/KYA

Journée internationale des personnes handicapées

La population invitée à déconstruire les préjugés à leur égard à Agou

Les activités marquant la journée internationale des personnes handicapées, ont été organisées, le vendredi 13 décembre à Agou Gadzépé, où la population a été invitée à déconstruire les préjugés à leur égard.

Initié par l'Institut africain pour le développement économique et social (Inades-Formation Togo), cette manifestation, observée chaque 3 décembre, s'inscrit dans le cadre du projet « Communautés Partenaires pour un Développement Inclusif » (CPDI). Elle a reçu l'appui technique et financier de la Christian Blind Mission (CBM), cette célébration est placée sous le thème « Amplifier le leadership des per-



sonnes handicapées pour un avenir inclusif et durables ». Cet événement a été marqué par plusieurs activités entre autres une caravane dans les artères du marché d'Agou-Gadzépé, un sketch sur les droits des personnes handicapées, des témoignages des

personnes handicapées, des jeux-concours dotés de prix, des remises d'actes de naissance aux bénéficiaires et une visite des stands. La manifestation a servi de cadre pour communiquer sur le handicap et l'inclusion. Il s'agissait de sensibiliser le public sur les droits des personnes handicapées et attirer leur attention à changer leur regard vis-à-vis d'elles.

Avec ATOP/BSM/KYA

Accident de la circulation à Agoè-Zongo

Le gouvernement exprime sa solidarité et insiste sur le respect du code

Un grave accident de la circulation est survenu dans l'après-midi du vendredi 13 décembre, sur la Route Nationale N°1 à Agoè-Zongo. Le drame est survenu lorsque, selon les constatations des services de Police, un camion semi-remorque transportant une citerne de gaz surdimensionnée et circulant dans le sens sud-nord, a percuté la plateforme supérieure de la passerelle piétonne d'Agoè-Zongo.

Communiqué du ministre de la sécurité et de la protection civile. Dans l'après-midi du vendredi 13 décembre 2024, aux environs de 14 heures, un grave accident de la circulation est survenu sur la route nationale N°1 à Agoè-Zongo (P/AGOE). Des constatations des services de police, il ressort qu'un camion semi-remorque transportant une citerne de gaz surdimensionnée et circulant dans le sens sud-nord, a percuté la plateforme supérieure de la passerelle piétonne d'Agoè-Zongo. En s'effondrant sur la chaussée, la plateforme a écrasé le camion semi-remorque lui-même, ainsi qu'une (01) voiture et deux (02) tricycles affectés au transport de personnes, tous roulant dans le même sens. Aussitôt informé, le ministre de la sécurité et de la protection civile a déclenché le plan ORSEC permettant de mobiliser immédiatement les ressources humaines et matérielles des Forces armées togolaises, de la police et de la gendarmerie nationales, des sapeurs-pompiers, de l'Agence nationale de protection civile, de la Croix rouge togolaise, des collectivités territoriales et d'autres partenaires privés, pour porter secours aux blessés et dégager la voie afin de rétablir la circulation. Les populations environnantes ont apporté leur soutien. Le bilan provisoire de cet accident fait état de : huit (08) morts sur les lieux de l'accident, trois (03) blessés graves évacués à l'hôpital pour des soins ; d'importants dégâts matériels. Le ministre de la sécurité et de la protection civile présente, au nom du Gouvernement, ses condoléances aux familles éplorées, et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Par ailleurs, il salue la franche collaboration de tous les acteurs et invite instamment les usagers de la route au respect du code de la route et à la prudence. Le ministre de la sécurité et de la protection civile rappelle le respect des règles de chargement, notamment le règlement 14 de l'UEMOA et l'observation scrupuleuse des prescriptions du code de la route afin de garantir la sécurité de tous les usagers. Fait à Lomé, le 13 décembre 2024. Ambassadeur Calixte Batossie MADJOLBA, Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

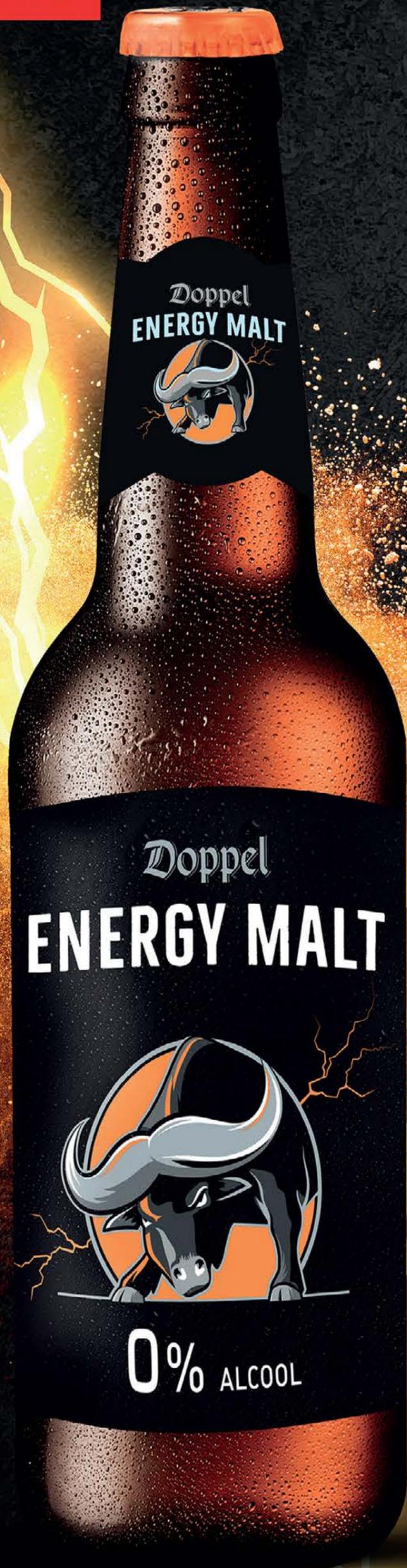
Le Togo en chiffres

Table with multiple columns and rows containing economic data for Togo, including GDP, exports, and imports.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT



0% ALCOOL
100% ENDURANCE

500
FCFA*

BOUTEILLE

33_{CL}

*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bb1ome.com

